



lundi 23 avril 2018

## ***Un autre monde est possible***

***Le gouvernement nous dit que les caisses sont vides. Qu'il faut faire des économies de personnels dans les hôpitaux, dans les écoles. Qu'il faut accepter la précarité, la fin du statut des cheminots. Et dans le même temps, il part faire la guerre en Syrie, avec 1,153 milliard d'euros de nouveaux missiles, tout en prétendant être des bienfaiteurs de l'humanité. Pour qui nous prend-il ?***

### ***Rien à faire de la colère ?***

C'est ce que Macron voudrait montrer. La grève des cheminots bat son plein, les étudiants poursuivent leur mobilisation, et il continue d'annoncer de futures attaques contre les travailleurs. Pourquoi pas une deuxième « journée de solidarité » (traduisez une journée de travail gratuit) ? Rien à voir avec l'autonomie des personnes âgées, qu'il entend bien paupériser d'ailleurs avec une nouvelle réforme des retraites. Son rêve, et celui de tous les grands patrons dont il est le parfait exécutant, ce serait 365 « jours de solidarité » ! Disons stop.

### ***Mettons un coup d'arrêt***

C'est bien ce qu'entendent faire aujourd'hui les travailleurs et les jeunes qui se mobilisent. Jeudi dernier, 300 000 personnes manifestaient encore dans toute la France à l'appel de la CGT et de Solidaires. Des cheminots, qui en étaient à leur huitième jour de grève et dont la mobilisation ne faiblit pas. Des étudiants, dont le mouvement continue même là où certains sont en vacances ou en partiels. Mais aussi des travailleurs d'autres secteurs notamment de l'énergie, appelés à manifester ce jour-là.

### ***Étendons la lutte***

Cette extension de la mobilisation à de nouveaux secteurs est primordiale. Les manifestations du 19 avril étaient fournies de gros cortèges de cheminots, et la mobilisation étudiante comme l'appel interprofessionnel pour cette journée avaient de quoi ajouter à leur motivation.

La convergence des luttes est aujourd'hui défendue, du moins verbalement, par Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, comme le seul moyen d'obtenir quoi que ce soit face à

l'inflexibilité du gouvernement. On ne peut que se réjouir de cette position, pour peu qu'elle ne reste pas purement verbale.

Et c'est à nous, travailleurs de tous les secteurs, de nous en assurer. Salaires, effectifs... partout nos conditions de travail et de vie se dégradent. Nous avons des revendications. Formulons-les, et rejoignons ceux qui sont déjà dans la lutte, sans attendre l'appel des confédérations.

Si la CGT est molle à mettre en œuvre sur le terrain une politique d'extension des luttes, la CFDT milite carrément contre toute victoire possible. Son secrétaire général, Laurent Berger, interrogé par Public Sénat le 19 avril, déclarait concernant les personnels hospitaliers : « nous demandons [...] que les aides-soignants soient revalorisés de catégorie C à catégorie B, et ce n'est pas en faisant une convergence des luttes qu'on y arrivera, ça, c'est sûr ». Alors comment compte-t-il s'y prendre ?

### ***Répondons à la violence du gouvernement par la grève***

Avec son flot d'attaques sociales, Macron voudrait montrer qu'il ne lâchera pas prise. Avec sa politique répressive aussi. 2 500 gendarmes mobilisés contre les zadistes à Notre-Dame-des-Landes, évacuation musclée de la fac de Tolbiac vendredi dernier... il met en scène son inflexibilité.

Dans ces circonstances, s'unir pour gagner est plus que jamais une nécessité.

Cette société où on tue à coups de missiles pour assurer des profits, où on ponctionne les revenus des retraités, où on nous contraint d'accepter n'importe quelles conditions pour avoir un emploi... on n'en veut pas. Soyons nombreux à le dire le 1<sup>er</sup> mai, journée internationale des travailleurs, et à entrer en lutte pour joindre notre colère à celle de ceux qui y sont déjà.

***D'un Carlos à l'autre, non merci !***

Cela fait au moins deux semaines qu'en Quart d'Heure Com' la direction nous serine que nous pouvons aller voir ailleurs... chez Renault à Flins. Réaction des collègues : ils doivent vraiment être pressés de se débarrasser de nous, pour nous envoyer chez leur concurrent ! C'est vrai que Ghosn et Tavares ont travaillé ensemble, mais de là à se refiler les salariés...

Renseignements pris, Flins annonce effectivement recruter 350 CDI, pour remplacer les départs en retraite et faire baisser le nombre d'intérimaires. Ce qui signifie sans aucun doute postes durs, encore plus loin de chez soi, et avec quel salaire, quelle ancienneté ? Avant d'aller voir à l'autre bout de la région parisienne, il faudrait déjà leur arracher des réponses sur notre avenir à Saint-Ouen.

***Travailleurs de tous les pays, unissons-nous !***

Après avoir racheté Opel, PSA annonce que les ouvriers et les usines allemandes coûtent trop cher. Alors que le syndicat IG Metal a obtenu 4,3 % d'augmentation dans la branche de la métallurgie, PSA veut imposer le gel des salaires et annonce 3 700 suppressions d'emplois d'ici à 2020.

Les travailleurs allemands ont bien raison de ne pas vouloir servir de variable d'ajustement. Les dirigeants de PSA n'ont qu'à prendre sur leurs dernières primes indécentes.

***Air France : un PDG trop sûr de lui***

Au neuvième jour de grève à Air France, le PDG du groupe Jean-Marc Janailac, a annoncé une consultation de l'ensemble des salariés, en mettant sa démission en jeu. Il espère ainsi désavouer les grévistes, qui se battent depuis deux mois pour des augmentations de salaires de 5,1 % en 2018, à la hauteur du gel opéré depuis six ans.

Le groupe Air France-KLM affiche 1,48 milliard d'euros de bénéfices, soit une augmentation de 42 % en un an, pourtant la direction rabâche qu'elle n'a « pas les moyens » de satisfaire les revendications des syndicats. Face à un tel mépris, les grévistes ont tout intérêt à continuer à mettre la pression en s'emparant des journées de grève prévues dans les prochains jours.

***Deuxième journée de solidarité ? Une fois de plus faire les poches des plus pauvres.***

Macron a évoqué dimanche 15 avril l'instauration d'une deuxième journée de travail « non payée » pour financer « la dépendance ».

La première journée instaurée suite à la canicule de 2003 est financée par les salariés et les retraités eux-

mêmes. À l'époque Raffarin, alors Premier ministre, promettait la création de 30 000 emplois d'infirmières, aides-soignantes et personnels de maisons de retraite.

Au total, les prélèvements s'élèvent en 2017 à plus de 3 milliards d'euros (31 milliards depuis 2004). Et si le sous-effectif dans les Ehpad et les hôpitaux persiste, la bourgeoisie a bénéficié rien qu'en 2017 de 3,2 milliards grâce à la suppression de l'ISF et 20 milliards du CICE. Question solidarité, les gouvernements successifs ont choisi leur camp.

***Loi « rétention et expulsions »***

Gérard Collomb, reprenant le vocabulaire de l'extrême-droite, hurle aux « régions submergées par des flux de demandeurs d'asile ». Sous prétexte de fluidifier les procédures, le texte de loi « Asile et Immigration » adopté dimanche à l'Assemblée vise clairement à faciliter les expulsions.

La durée maximale d'enfermement dans un centre de rétention vient ainsi d'être repoussée de 45 à 90 jours et pourra concerner des enfants. Sous prétexte d'« efficacité », cette loi rendra quasiment impossible pour un demandeur d'asile de défendre son dossier dans de bonnes conditions. Les demandeurs d'asile déboutés en première instance n'auront plus que 15 jours pour faire appel, les audiences pourront avoir lieu en vidéo-conférence et non face à des personnes réelles et ils pourront être expulsés alors même qu'ils attendent la réponse à leur demande !

Continuons à manifester dans la rue notre rejet à ce texte ignoble !

***Pour un 1<sup>er</sup> mai de lutte !***

Le 1<sup>er</sup> mai est une journée de luttes pour les travailleurs du monde entier. Elle commémore la grève générale menée, le 1er mai 1886, par les travailleurs américains pour obtenir la journée de 8 heures. La répression fut terrible, mais le mouvement ouvrier en a fait la Journée internationale des travailleurs.

En 2018, alors que le gouvernement veut nous imposer tous les reculs sociaux (allongement du temps de travail, précarité des emplois, ponctions sur les salaires et les retraites...), ce 1er mai doit être une journée de plus dans la mobilisation qui touche déjà non seulement les cheminots et étudiants, mais nombre d'hôpitaux, de chaînes de magasins, la journée d'une manifestation tous ensemble.

Et une journée de la solidarité internationale des travailleurs, face à la loi anti-immigrés que Collomb vient de faire adopter au parlement.